

«On ne peut pas fermer la frontière!»

Johan Rochel en une migration

Parcours académique:

Bachelor en philosophie et sciences politiques aux Universités de Lausanne et Zurich; Master en philosophie à l'Université de Berne; Master en droit à l'Université de Berne; Thèse en droit à l'Université de Fribourg

Activités: Membre associé au Centre d'éthique de l'Université de Zürich; Vice-président de Foraus think-tank de politique étrangère suisse; Fondateur d'Éthique en Action

Si vous deviez migrer? Les Etats-Unis pour la qualité de la recherche et pour voir à quoi ressemble un pays où le discours sur la migration est totalement différent. Personne ne s'attend à ce que tu participes à la société pour devenir un «bon américain».



© Fabio Lo Verso

/ Bertrand Girard

Johan Rochel veut repenser les politiques migratoires. Après avoir consacré sa thèse aux mesures prises par l'Union Européenne, le Montheysan, vice-président du think tank Foraus, forum suisse de politique étrangère, s'intéresse à la Suisse.

À Calais ou au large de Lampedusa, les migrants accaparent l'attention médiatique européenne de cette année 2015. En Suisse, la question de l'asile s'est imposée comme un thème majeur des élections fédérales du 18 octobre prochain. Alors que les appels à davantage de fermeté se multiplient à la droite de l'échiquier politique, Johan Rochel souhaite réformer notre manière de concevoir l'immigration. Juste après avoir terminé sa thèse à l'Université de Fribourg sur la politique migratoire européenne, il publie chez Slatkine «La Suisse et l'Autre: Plaidoyer pour une Suisse libérale», un ouvrage tout public traitant de la position helvétique.

Votre thèse détaille la politique migratoire commune de l'Union européenne (UE). Quels en sont les effets sur la Suisse?

Plus la libre-circulation interne va s'approfondir – et elle va le faire – plus la pression sur notre pays va augmenter et plus il va être difficile pour celui-ci de conserver son statut intermédiaire. La Suisse va devoir "choisir son camp": soit elle reste un Etat-

tiers et elle est traitée comme le Canada ou les Etats-Unis, soit elle va vers le modèle de quasi-membre. La votation du 9 février contre l'immigration de masse nous oblige à tout remettre sur la table. Du côté de l'UE, la libre circulation des personnes, c'est la clé. La Suisse veut un service à la carte: «Je retire ça, mais je veux garder tout le reste». Forcément, nos partenaires ne sont pas très contents. Ça nous oblige à rediscuter l'ensemble de nos relations bilatérales. Il ne faut pas sous-estimer l'intérêt de l'UE à avoir de bonnes relations avec nous. Il y a des centaines de milliers de frontaliers qui travaillent chez nous chaque jour. Mais sur la question de la libre circulation et de la non-discrimination entre les Européens, l'UE va rester stricte.

La Suisse tient un discours très clair: nous voulons moins de migrants. Ce temps est bientôt terminé. Bientôt, nous allons chercher à attirer ces gens. Nous serons en compétition pour attirer les meilleurs étrangers. L'Europe dispose déjà d'une "carte bleue", qui offre une voie légale facilitée pour les personnes hautement qualifiées. Cette compétition non seulement existe depuis longtemps, mais elle est globale. Les Etats-Unis, le Canada, l'Australie: tout le monde cherche à attirer ces

gens. L'UE reconnaît même que cette concurrence aura peut-être bientôt lieu pour les emplois moins qualifiés et a instauré une directive qui facilite le travail saisonnier. On quitte l'idée selon laquelle on ne migre qu'une fois pour toutes. La mobilité, ce n'est pas un aller simple, mais plutôt un abonnement de parcours.

Un récent sondage de l'institut gfs souligne que 34% des Suisses considèrent l'immigration comme le problème le plus urgent!

Il y a cette tentation de penser qu'on sera mieux tout seul, en dehors de l'UE. Elle est extrêmement dangereuse. C'est une illusion! Sur le plan de son histoire et de ses idées politiques, l'Europe est notre partenaire naturel. En tant que citoyen, grâce à la libre-circulation, on dispose de meilleures opportunités. Notre liberté s'en retrouve augmentée. Trop souvent dans ce débat, on oublie les 452'000 concitoyens suisses – parfois binationaux – qui habitent et travaillent dans l'UE. À l'échelle du monde, ils sont 732'000. Près de 10% de la population suisse habite à l'étranger! Nous les Suisses, nous sommes des migrants professionnels. Et nous profitons de cette mobilité! N'ayons pas cette illusion dangereuse que l'on est meilleur tout seul!

Pour en revenir à l'actualité, les discours politiques mettent plus l'accent sur les flux que sur les personnes! Qu'en pensez-vous?

La métaphore hydraulique! On parle de "vagues" ou de "fermer les vannes". Cela traduit une déshumanisation de la migration. Ce ne sont plus des gens, mais de l'eau, une masse indéfinie. Mais on oublie de voir les liens entre les flux et les personnes. L'asile est pour beaucoup la seule voie d'accès

légale à l'UE. C'est pour ça qu'ils la tentent. On parle dans les journaux de migrants illégaux. Non! Ce sont des gens qui viennent déposer une demande d'asile. La plupart savent qu'ils ne rentrent pas dans les catégories prévues. Mais jusqu'à la décision, ils sont supposés avoir droit de demander l'asile. Si l'on veut faire diminuer la pression, il faut créer des outils d'immigration légale dans une idée de circularité. Il faut reconnaître la réalité de la mobilité. Vouloir l'empêcher avec un mur ou des barbelés, ça ne fonctionne pas. La seule chance, c'est de l'encadrer, mettre en place des incitations qui soient à l'avantage du plus de gens possibles.

Avoir un meilleur contrôle?

Le terme de contrôle est à double tranchant. Il entretient l'idée que les Etats peuvent fermer la frontière. Mais ils ne le peuvent pas. La frontière n'est pas une porte que l'on ferme: c'est plutôt une membrane qui permet des échanges permanents. L'exemple extrême, c'est le Mur de Berlin: tirer à

balles réelles pour empêcher les gens de passer c'est le prix humain à payer si l'on veut fermer une frontière et je ne pense pas qu'on soit prêt à payer ce coût.

Il faut basculer du paradigme du contrôle vers celui de l'encadrement. Les migrants ne sont pas bêtes. Ils n'ont pas un amour fou pour la Méditerranée pour tenter la traversée. Ils savent très bien qu'ils ont une chance sur deux d'y rester, en plus après avoir payé plusieurs milliers de dollars pour monter sur une coquille de noix. Si on leur offre une possibilité d'immigration légale où ils peuvent se porter candidats pour un permis, ils vont tenter ça, même s'ils savent qu'ils ont peu de chances de l'avoir.

Réagir plutôt qu'agir: le résumé des politiques migratoires en Europe?

Beaucoup de décisions politiques offrent l'illusion qu'en investissant dans les pays du Sud, on va éviter que les gens bougent. C'est l'idée d'un monde où chacun dispose d'un niveau de vie acceptable et plus personne ne migre. Ceux qui partent souhaitent améliorer leurs perspectives de vie. Mais ce n'est jamais le fait des plus pauvres. Ce n'est qu'à partir d'un certain niveau de vie que l'on peut s'imaginer migrer. Le développement encourage l'immigration. Si on arrive à faire diminuer le nombre de cas de guerres et de génocides, tant mieux car la migration forcée va changer de visage. Par contre, la migration à des fins professionnelles va augmenter. Quand les gens sont ici, ils renvoient des sommes importantes dans leurs familles. Des économies entières dépendent de ces milliards. La Suisse et l'UE, devraient prendre conscience de ces opportunités et laisser certaines personnes venir. C'est une façon de venir en aide à ces pays. Une fois qu'on a encouragé cette migration circulaire, les compétences, les idées et les perspectives se déplacent. Ils les font passer dans la famille et un cercle très vertueux se met en place.